

diennne était à son plus bas, le taux de chômage battait des records à tous les mois, l'inflation galopait et les taux d'intérêt atteignaient des sommets jamais égalés.

On en est arrivé là parce qu'il y a des gens qui, année après année, ont pratiqué une politique budgétaire à courte vue, parce qu'il y a des gens qui ont fait preuve d'inconscience et de manque de courage dans l'administration des affaires de l'État. Et je ne veux pas faire leur procès outre mesure, à ces libéraux, monsieur le Président, puisque les Canadiens se sont déjà prononcés à deux reprises sur la sorte de gestion qu'ils ont pratiquée et qu'ils continuent de proposer aux Canadiens.

Maintenant, si on regarde le bilan économique des quatre dernières années, c'est un bilan un peu plus reluisant. La croissance que le Canada a connue au cours de ces années a été soutenue. Le taux d'inflation est resté stable; plus d'un million et demi d'emplois ont été créés dans toutes les régions du pays; le taux de chômage a fortement diminué et les perspectives économiques, à l'heure actuelle au pays, demeurent quand même très prometteuses. Et, contrairement à la croyance populaire, ou je devrais plutôt dire à ce que colportent ceux qui aiment diviser le Canada, la croissance soutenue de l'économie dont je parle n'a pas été simplement manifeste dans le Sud de l'Ontario.

Beaucoup de gens veulent blâmer l'Ontario pour tous les maux que l'économie pourrait connaître à l'heure actuelle dans certaines régions du pays, mais je crois que si quelqu'un veut regarder les faits en face, on va s'apercevoir que, au cours des dernières quatre années, ce n'est pas seulement l'Ontario qui a bénéficié des politiques économiques mises de l'avant par le gouvernement, mais toutes les régions du pays.

Dans ma province natale du Nouveau-Brunswick, monsieur le Président, pourtant réputée comme étant une des régions défavorisées au pays, on a profité, au Nouveau-Brunswick et dans la région Atlantique, du climat économique favorable qui a pu être engendré par les politiques mises de l'avant en 1984 par le gouvernement, sous le leadership du ministre des Finances.

Depuis septembre 1984, chez nous au Nouveau-Brunswick, monsieur le Président, le chômage est passé de 16,3 p. 100 à 12,1 p. 100. Mes compatriotes du Nouveau-Brunswick vont dire que 12,1 c'est encore trop, mais c'est mieux que 16,3 et c'est un progrès qui s'est enregistré sous le programme économique mis de l'avant par notre gouvernement.

Le taux de croissance au Nouveau-Brunswick a été supérieur à la moyenne nationale durant cette période de temps. Et on prévoit encore cette année une augmentation des investissements de l'ordre de quelque 16 p. 100.

Le budget—M. Valcourt

C'est vrai qu'il y a des gens qui se posent la question parce que beaucoup d'entre nous, du côté ministériel, parlons avec satisfaction du record du gouvernement. Nous disons souvent: Écoutez, on a créé beaucoup d'emplois, la performance du Canada n'est égalée par aucun pays membre de l'OCDE. Alors pourquoi changer, s'il n'y a pas de problèmes? Et je pense que la question est légitime. C'est là, je pense, l'importance de mettre les choses en perspective et d'amener chacun et chacune des Canadiens à prendre conscience des réalités financières qui nous sont imposées comme Canadiens, comme Canadiennes. Je vous soumets qu'il nous faut absolument changer, au Canada, monsieur le Président, notre façon de voir et de faire les choses parce que l'on ne peut plus se payer le luxe de vivre et de fonctionner avec de l'argent emprunté, comme cela a été systématiquement le cas au cours des 20 dernières années.

Le ministre des Finances, dans ses prévisions budgétaires, et dans son discours sur le Budget, dit emprunter sur l'avenir. On sait que, emprunter sur l'avenir, cela a toujours été la solution proposée par le parti libéral. Bien sûr, dépenser, comme on dit en anglais, comme un *drunken sailor*, cela c'est la solution des néo-démocrates. Mais, à un moment donné, les Canadiens et les Canadiennes. . . Ces gens-là, les néo-démocrates, parlent souvent des gens ordinaires, du Canadien moyen, de la fille-mère qui a des enfants, qui doit travailler et qui en arrache. Ce sont ces gens du parti de l'opposition, monsieur le Président, qui se gargarisent beaucoup du monde ordinaire. Le parti libéral aussi. Ce dernier s'en est assez gargarisé du monde ordinaire, qu'il nous a légué une dette, lorsque l'on est arrivé au pouvoir, en 1984, qui frisait les 280 milliards de dollars.

Le ministre des Finances et le gouvernement proposent aux Canadiens, dans ce Budget, de regarder la situation et de constater la réalité.

[Traduction]

C'est une triste réalité. Depuis 20 ans, nous hypothéquons littéralement l'avenir de nos enfants.

J'ai écouté les discours des députés de l'opposition. Ils semblent tous admettre que nous avons un problème de déficit. Ils n'acceptent ou n'appuient aucune des solutions que propose le ministre des Finances.

Il faut examiner la situation financière et les secteurs de dépenses pour se rendre compte que la tâche est vraiment difficile. Si nous, Canadiens, sommes aussi attachés à ces programmes sociaux que je le crois, nous aurons des choix à faire.

Chose certaine, le temps que je serai dans la vie publique, je ne me rendrai pas complice d'un endette-